

# LUTTER CONTRE L'HOMOPHOBIE ET LA TRANSPHOBIE : UNE ARDENTE NÉCESSITÉ

COMMUNIQUÉ

PARIS, LE 16 MAI 2018

Ligue  
des droits de  
l'Homme

FONDÉE EN 1898



Le 17 mai, Journée internationale de lutte contre les LGBTphobies, commémore la suppression en 1990 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de l'homosexualité de la liste des maladies mentales. La Ligue des droits de l'Homme (LDH) participe pleinement à ce combat pour les droits de chacune et de chacun, quelle que soit son orientation sexuelle.

La situation reste intolérable dans les plus de soixante-dix pays qui continuent à pénaliser les relations entre personnes du même sexe et est très dangereuse dans certains pays qui vont jusqu'au bout de la criminalisation : procès, châtiments corporels, peine capitale. La LDH s'est adressée régulièrement au gouvernement français pour qu'il intervienne auprès des dirigeants des Etats concernés et montre sa condamnation de ces pratiques et de ces comportements archaïques.

En France même, la LDH constate que cinq ans après la loi ouvrant le mariage pour les couples de même sexe, les agressions LGBTphobes restent courantes. Les dispositions prises par le gouvernement et l'action de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (Dilcrah) pour une plus forte implication des pouvoirs publics, ne semblent pas encore avoir atteint leur objectif.

Les récentes publications de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCNH) ou du Défenseur des droits témoignent, par ailleurs, des nombreux champs où l'égalité des droits reste à conquérir. La LDH attend du gouvernement qu'il mette notamment en œuvre une promesse du candidat Macron : l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation (AMP) pour les femmes seules et les couples de femmes.

La LDH constate aussi que les politiques mises en œuvre par le gouvernement contre les migrants tendent à aggraver la situation des étrangers qui fuient leur pays en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre et fait peser des risques graves sur les droits de nombreuses personnes venant se réfugier en France pour vivre leur vie privée comme elles l'entendent. Le projet de loi pour une immigration maîtrisée et pour un droit d'asile effectif, en rendant plus difficiles les demandes d'asile ou les recours, ne fera qu'empirer une situation déjà peu glorieuse.

La LDH, fidèle à sa mission, poursuivra son combat pour assurer l'égalité et l'effectivité des droits, partout, pour tous et pour toutes. Tout en continuant à apporter conseils et assistance aux personnes discriminées (étrangères ou non), la LDH appelle à faire de la journée du 17 mai une journée de solidarité avec les personnes LGBT pour leurs droits. Elle poursuivra son œuvre d'éducation populaire en se joignant à la marche des fiertés et en participant à la réussite des GayGames 2018.